

Echange mangues contre écoles...

MANGUES POUR L'ALSACE

ECOLES POUR LE MALI...

Ce projet de solidarité qui consiste à échanger des mangues fraîches cueillies au Mali, puis transportées en avion jusqu'à Paris, de les revendre au prix de 2 euros la pièce, permet de recueillir environ 1 euro de bénéfice par fruit. Sur un envoi de 40 000 mangues en période d'abondance des mangues au Mali, le bénéfice est entièrement retourné au Mali pour construire ou soutenir financièrement des écoles et des orphelinats.



Un carton de mangues semblable à ceux qui seront proposés à nos familles solidaires. Les nôtres auront 10 mangues par carton.

C'est un projet qui a cours depuis de nombreuses années au Burkina Faso et l'association ICEA – Initiatives Citoyennes Europe-Afrique est entièrement en courrant de l'ensemble du fonctionnement de ce projet pour être en mesure de le transposer entre le Mali et l'Alsace. Pour avoir un ordre de grandeur, au Burkina Faso, le montant de 40 000 euros gagné avec le projet permet de financer pendant un an plus de 3 500 élèves et fournir un complément de salaire aux enseignants. En ramenant les euros au nombre d'élèves, on se rend compte qu'il faut environ 0,95 euros par mois (et non par jour) pour soutenir un enfant scolarisé dans le cadre de cette opération.

Lorsque les mangues quittent la ville de Bamako, elles devraient déjà avoir leurs acheteurs à Strasbourg, sinon l'on risque de se retrouver avec 40 000 mangues sur le dos. En Allemagne, la distribution se fait par le réseau des paroisses et des groupes d'action. Environ 120 groupes revendent bénévolement les 40 000 mangues en une à deux semaines. Les entreprises de la région s'engagent et commandent des dizaines de caisses qu'elles offrent à leurs salariés ou que ceux-ci achètent auprès du responsable du projet au sein de l'entreprise. A Strasbourg, il sera nécessaire de contacter les grandes entreprises de la région, de préférence à travers un journal local.



Des camions en cours de chargement à la section des « Périssables » de l'aéroport de Paris.

Les mangues arrivent dans des cartons de 10 pièces, et le carton est vendu 20 euros.

Les mangues qui sont de la qualité Amélie, sont parmi les, sinon la meilleure qualité, car sans fibres, et elles peuvent être considérées comme des mangues biologiques, bien que ne portant pas le sigle. Elles poussent dans les jardins de familles qui n'ont pas les moyens de se payer les pesticides.

Etant donné ces répercussions si favorables, comment ne pas démultiplier un tel projet sur plusieurs villes de France et de Belgique et plusieurs régions d'Afrique de l'Ouest. Une telle action, une fois par an a des répercussions fantastiques en Afrique de l'Ouest. Donc, retrouvons nos manches, mettons-nous à l'œuvre ensemble.

Un merveilleux travail nous attend. Répétons les chiffres clé : 40 000 mangues, deux semaines, 40 000 euros de bénéfice pour environ 10 écoles et 3 500 élèves. Si nous sommes sérieux avec notre solidarité, c'est de tels projets qu'il faut pousser un maximum.



La zone de quarantaine des mangues pour contrôle sanitaire à l'aéroport de Paris.

L'association ICEA recherche les bénévoles prêts à aider à réaliser ce projet sur les environs de Strasbourg dans la dernière semaine d'avril.

Un projet de 40 000 mangues à 2 euros/mangue pour financer 10 écoles pendant 1 an avec 3500 élèves au Mali

Echange mangues contre écoles...

BREVE INFORMATION SUR LE MALI

Statut : République

Superficie : 1 240 190 km²

Population : 11 000 000 habitants (est. 99)

Densité : 8,86 hab./km²

Langue officielle : Français

Langues parlées : Bambara, Peul, Senoufo, Soninke, Songhai, Dogon

Religions : Islam (94 %), Animisme (2 %), Christianisme (4 %)

Monnaie : Franc CFA

P.N.B. : 260 \$US / hab. (1997)

Capitale : Bamako

Principales villes : Ségou, Mopti, Sikasso, Kayes, Gao, Tombouctou

Pays limitrophes : Mauritanie, Algérie, Burkina Faso, Niger, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal

Point culminant : Hombori Tondo 1 155 m
Etat-membre de la CEDEAO et de l'UEMOA.

Budget (est. 1998) : recettes, 339,3 milliards de F CFA; dépenses : 375,8 milliards.

Dette extérieure (1998) : 3,1 milliards de \$ US.

Importations (est. 1998) : 335,4 millions de \$ US.

Exportations : 328,1 millions de \$ US (dont 45 % de coton, 40,5 % d'or, produits animaux).

Agriculture : 45 % du PIB en 1998.

Productions (1998) : Millet, sorgho, riz, maïs, légumes frais, oignons, tomates,

Productions commerciales : coton-graine, canne à sucre, arachide, noix de karité ;

mangues, poivre, gomme arabique.

Cheptel : caprins ; ovins ; bovins ; asins, camélidés, chevaux.

Pêche (1996) : 133 000 tonnes de poissons d'eau douce.

Mines et industries : 21 % du PIB en 1998.

Réserves minières : or, fer, manganèse, bauxite, uranium, lithium, chrome, marbre, phosphates, kaolin, diamant.

Productions (1997) : or, phosphates ; sel, marbre.

Nouvelles explorations en cours pour la recherche de l'or, du diamant et du lithium.

Industries agro-alimentaires : sucre, huiles d'arachide et de colon, tourteaux de coton et d'arachide, beurre de karité, bière et boissons non alcoolisées, conditionne-

ment de la viande, cigarettes ; égrenage de coton, savon, textiles, chaussures, ciment.

Électricité (1996) : 288 millions de kWh.

Tourisme : 87 000 touristes ont rapporté 28 millions de \$ US en 1998.

Communications et services : Aéroport international de Bamako ainsi

qu'une dizaine d'aérodromes secondaires ; 2 300 km de voies navigables ;

650 km de chemin de fer (liaison Dakar-Bamako) ; 50 000 km de routes, dont 2 700 bitumés.

Parc automobile (1997) : 1 véhicule pour 250 hab.

Téléphone (1997) : 1 ligne principale pour 500 hab.

Télévision (1997) : 1 poste pour 100 habitants.

Santé :

Espérance de vie : 50 ans

Taux de mortalité le plus élevé de 0 – 6 ans

Maladies les plus fréquentes : paludisme, diarrhée, polio

Education :

Taux d'analphabétisme : femmes 88%, hommes 59%

Taux brut de scolarisation : filles 54%, garçon 75%

Il existe des écoles publiques, privées et confessionnelles. L'école est payante.

Les plus grands problèmes du pays

Le manque d'eau (la période des pluies ne fait que 3 mois)

Garantir l'alimentation de base, le manque d'infrastructures,

Le faible taux de scolarisation des enfants, le système d'éducation

Le manque d'installations sanitaires et médicales.

La dette extérieure

Echange mangues contre écoles...



Le Mali a besoin de l'engagement citoyen pour progresser dans son développement. Un partenariat dans divers domaines entre des particuliers ici et là-bas ne peut qu'être positif pour les deux partis.

AU MALI, L'ECOLE S'ENLISE DANS LES SABLES MOUVANTS

par Fatoumata Ba Diallo

Le peuple malien aspire à une école neuve, à l'abri des malversations des institutions financières qui n'ont contribué qu'à la détériorer davantage. Car ce sont bien les programmes d'ajustement qui, durant deux décennies, l'ont dépouillée du peu qu'elle possédait : un salaire décent pour les enseignants, des bourses d'études, des infrastructures, des fournitures... Avec certitude, on peut affirmer que les Plans d'Ajustement Structurel imposés par la Banque Mondiale sont synonymes de privatisation et d'exclusion. Face à eux, l'Afrique perd ses repères sans parvenir à régler ses problèmes les plus urgents. Les P.A.S. ont fragilisé nos politiques par des réformes économiques inopportunes à tel point que le pays s'enlise dans un sable mouvant. Quant à l'initiative PPTE, elle nous rend tout simplement plus malléables.

Mon pays le Mali est un vaste pays enclavé d'Afrique de l'Ouest et compte environ 10,6 millions d'habitants. Le revenu moyen par habitant y est estimé à 240 dollars US. La Banque Mondiale et le FMI ont conclu que le Mali pouvait bénéficier de l'initiative P.P.T.E, eu égard au progrès satisfaisant que ce pays a réalisé. Très bon élève, il est l'un des premiers à bénéficier de cette aide ; sa dette sera ainsi allégée de 220 millions de dollars (soit 128 millions de dollars en valeur actuelle nette, ou V.A.N).

Troisième exportateur d'or en Afrique et premier producteur de coton en Afrique subsaharienne, le Mali est pourtant économiquement tributaire des aléas climatiques et des fluctuations de prix des matières premières sur le marché international. Outre le coton, le Mali produit de l'arachide et diverses céréales. Le bétail occupe la 3ème place des exportations maliennes. L'agriculture, qui constitue le moyen d'existence d'environ 80 % de la population, contribue à hauteur de 42 % au P.I.B et représente 75 % des recettes d'exportation. On dit généralement du Mali, (malgré le fait qu'il assure matières premières et pierres précieuses à une minorité de privilégiés) qu'il est "un pays économiquement pauvre mais riche de sa culture".

Oui, le Mali est asphyxié par la dette extérieure. En 1980, la dette extérieure des pays en voie de développement était de 586,7 milliards de dollars. Ce montant a atteint 2527,5 milliards de dollars US en 2000. Notre sous-région, l'Afrique subsaharienne, est la plus touchée par le surendettement. Sa dette est passée de 60 milliards de dollars en 1980 à plus de 206 milliards de dollars en 2000. Le service de sa dette a donc doublé, passant de 6,7 milliards de dollars à 14,6 milliards de dollars dans le même temps.

Le Mali a connu 4 grandes étapes d'endettement

De 1960 à 1969, un endettement essentiellement bilatéral constitué des emprunts contractés en faveur des sociétés et entreprises publiques que le pays venait de créer au lendemain de l'indépendance. Ces emprunts étaient assortis de taux d'intérêts bas, remboursables à long terme.

De 1970 à 1973, un endettement auprès des Institutions Financières Internationales, notamment la Banque Mon-

diale, pour soutenir la politique de développement du pays.

En 1973, c'est le premier choc pétrolier, le prix de l'or noir est multiplié par 4, ce qui grève le budget de nos Etats. Ces derniers, pour faire face aux impératifs du développement et assurer leur fonctionnement, se précipitent sur les pétrodollars.

De 1980 à nos jours, les Etats Unis imposent une nouvelle politique monétariste et relèvent très fortement le taux d'intérêt. Donc, les taux augmentent selon le cours du dollar et, avec eux, le pourcentage à payer. Au même moment, nous assistons à la chute du prix des matières premières qui sont pour nous sources de recettes sur le marché mondial, donc les montants de la dette extérieure ne font qu'augmenter. Comme solution, les grandes puissances imposent les Programmes d'Ajustement Structurel, avec leurs conditions : privatisation et retrait de l'Etat des services sociaux de base (éducation, santé, énergie etc.).

Les médiocres résultats de l'école malienne

Concernant l'éducation au Mali, sachez tout d'abord que le système éducatif dans cette partie du globe est l'un des moins performants au monde. C'est triste mais c'est ainsi : près de 70 % de la population n'est pas instruite. L'enseignement fondamental enregistre pour le premier cycle un taux brut de scolarisation de 55,6 % en 1999 (46 % pour les filles). En effet, scolariser une fille au Mali relève de la prouesse car il faut aujourd'hui encore sensibiliser, convaincre les parents ou les tuteurs responsables qui ne voient pas cela d'un bon œil. Il est à noter également que le taux de scolarisation est plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain. Les redoublements sont très accentués et les inégalités entre filles et garçons s'accroissent au fur et à mesure qu'on avance vers les études supérieures.

Le montant des dépenses allouées à l'éducation varie dans une proportion de 1 à 15 entre le groupe des très pauvres et celui des non pauvres. Entre pauvres et très pauvres, la proportion est de 1 à 2. En revanche, dès que l'on passe le seuil de pauvreté, les dépenses d'éducation sont multipliées par plus de 9. Ainsi donc, la qualité de l'éducation est très faible car il y a pénurie de ressources humaines. Le personnel recruté est peu qualifié, le nombre d'heures d'enseignement effectif est faible et les salles de classes sont bondées. Parmi les facteurs qui expliquent la faiblesse des indicateurs de l'éducation nous pouvons citer le milieu de résidence, le coût élevé des études, l'éloignement des écoles, le be-

soin de main d'œuvre au moment des activités agricoles, la perception négative de l'utilité de l'école, etc.

Des investissements inefficaces dans l'éducation de base ... au détriment du secondaire et du supérieur

Ces dernières années, nous avons pu constater une évolution sensible des investissements dans le secteur éducatif. Les dépenses allouées à ce secteur sont ainsi passées de 19 milliards 646 millions de francs CFA en 1992 à plus de 50 milliards en 1998, donc, en l'espace de 7 ans, ces dépenses ont doublé. Mais ce qu'il faudrait surtout comprendre ici, c'est que la volonté du gouvernement de faire de l'éducation de base une priorité (car il s'agit bien là de l'éducation de base) lui a été inspirée par la nature des financements. En réalité, si l'éducation de base a fait l'objet d'une attention toute particulière de l'Etat malien et de ses "partenaires" techniques et financiers, cela s'est fait au détriment de l'enseignement supérieur. Cette stratégie vise, selon eux, à scolariser un grand nombre d'enfants issus de familles défavorisées. C'est ainsi que l'éducation de base reçoit 59 % des budgets de l'éducation, le secondaire général 16 %, le secondaire technique et professionnel 10 % et le supérieur 15 %. En outre, il convient de signaler qu'au Mali ce sont l'Etat, les Associations de Parents d'élèves, les communautés, les comités locaux de développement, les municipalités et les promoteurs privés qui constituent les principales sources intérieures de financement de l'éducation. Pour les sources extérieures, 50 % proviennent de la coopération bilatérale (les aides les plus récentes proviennent de France, du Canada, de l'USAID, de Norvège et du Japon). La part de l'aide multilatérale représente 35,8 % (parmi les institutions qui financent l'éducation au Mali, il faut citer la Banque Mondiale, la BID, l'UNICEF, le FAD, le FED, l'UNESCO). Le reste, soit 6,2 %, est fourni par les ONG.

Le taux net de scolarisation au Mali, bien que culminant à 38,2 % en 1997/98, reste en deçà de la scolarisation universelle. Et l'écart se maintient entre la scolarisation des garçons et celle des filles. On peut donc en déduire que les dettes contractées ces dernières années dans le domaine de l'éducation n'ont aidé à relever le secteur éducatif que très faiblement.

Il est important de noter que trop peu des enseignants du primaire sont qualifiés. On assiste de plus en plus à la mise en œuvre de la politique de vacatariat (contrats périodiques) et de volontariat. Cette politique nuit à la

Echange mangues contre écoles...

qualité de l'enseignement si des mesures sérieuses d'accompagnement ne sont pas mises en œuvre. Parmi les nombreux problèmes qui ont entravé le développement du système éducatif au Mali, les plus durs ont été et demeurent encore les conditions que nous imposent certains "partenaires techniques et financiers".

Par exemple, les P.A.S. minent considérablement notre système éducatif. Si la double vacation (NDLR : faute d'infrastructures d'accueil suffisantes, la moitié des élèves viennent à l'école le matin, l'autre l'après-midi) a augmenté le taux de scolarisation, elle a en revanche détérioré la qualité de l'enseignement. Les horaires journaliers et hebdomadaires de cours ont en effet diminué et, sur le plan social, certaines conditions ont provoqué le mécontentement des syndicats d'enseignants, des associations et des parents d'élèves qui y voient un enseignement au rabais.

La démographie du Mali, comme de nombreux pays en Afrique de l'Ouest, connaît une croissance beaucoup plus rapide que celle des infrastructures de base. Par ailleurs, le recrutement du personnel enseignant, bien que nécessaire, demeure assujéti aux exigences des programmes d'ajustement structurel. A l'insuffisance en infrastructures et en personnel enseignant s'ajoute le manque de mobilier scolaire et de matériel didactique.

Pourquoi un tel gâchis ?

Et dire qu'il y a quelques années encore au Mali, grâce à la politique de dépenses publiques de la première république, les Maliens et les Maliennes pouvaient bénéficier gratuitement d'un enseignement de qualité, des fournitures, des soins de santé, d'un internat et des bourses d'études !

Comment expliquer que le monde dit "civilisé" d'aujourd'hui prive un grand nombre d'enfants de ce minimum requis ? Bien entendu, une politique qui privilégiait l'intérêt du peuple malien ne pouvait qu'attirer au régime socialiste de la première république le courroux des analystes et observateurs libéraux.



Le programme d'ajustement structurel lancé en 1982 a laissé un grand nombre de jeunes dans la rue, plusieurs travailleurs au chômage et les conditions de vie se sont détériorées. La Banque Mondiale et le FMI qui nous imposent depuis 20 ans les P.A.S. ont largement contribué à cette misère qu'elles feignent à présent de déplorer.

L'on ne peut parler de l'école malienne sans annoncer le PRODEC (Programme Décennal pour le Développement). Ce programme viserait l'amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants, des élèves et des étudiants. Une fois encore l'œuvre de la Banque Mondiale, qui l'a imposé et bien entendu le finance. Le PRODEC est donc présenté au commun des mortels comme une stratégie de sortie de crise dont l'école malienne aurait besoin. Mais en fait, il n'en est rien. Maintenant que cette communication touche à sa fin, je souhaite soumettre quelques questions à votre réflexion.

Jusqu'à quand les pays du sud devront-ils continuer à payer une dette contestable moralement et juridiquement ?

Sachant que la dette est un obstacle majeur au développement des pays du sud, pourquoi ne pas alors pourchasser les vrais terroristes ?

Dans quelle mesure les déclarations officielles et les engagements pris lors des sommets parviennent-ils à se concrétiser ?

Les moyens utilisés pour atteindre le grand public et réaliser les objectifs déclarés ont-ils prouvé leur efficacité ?

Echange mangues contre écoles...

L'initiative PPTE, qui marginalise certains pays du sud, est-elle réellement une voie de sortie, lorsqu'on sait que les politiques mises en œuvres sont dictées par les créanciers ?

Les programmes d'ajustements structurels ne constituent-ils pas un moyen pour les institutions financières internationales d'asseoir plus solidement et plus durablement leur domination sur les pays du sud ?

La dette, qui handicape considérablement certains des pays les plus pauvres de la planète, ne reflète-t-elle pas le manque de générosité des pays donateurs ?

Texte établi sur base d'une communication faite à Bruxelles en novembre 2002

Les résultats médiocres de l'école au Mali sont principalement dus au manque de moyens, une des nombreuses conséquences des programmes d'ajustement structurel, ce qui implique la nécessité de plus de générosité de la part des pays du Nord.

LE CHOIX DES ECOLES DU PROJET

Le projet « Mangues pour l'Alsace, Ecoles pour le Mali » est réalisé pour la première fois sur le territoire français et avec le Mali.

Il n'est donc pour l'instant pas possible de dire dans quelles écoles sera dirigé cet argent récolté. Néanmoins, il peut être assuré avec fermeté que l'argent sera distribué aux écoles les plus nécessiteuses et les plus engagées dans une bonne scolarisation de leurs enfants. Une équipe de bénévoles du projet, sous la conduite de la présidente de l'association, a déjà pris les premiers contacts avec quelques écoles au Mali. Elle sera accompagnée dans ses choix par le Président de la Conférence Nationale des Chambres de Métiers avec qui elle est en contact depuis de nombreuses années. Ce sont nos partenaires locaux qui nous aideront à trouver les écoles dans le besoin.

Le projet des mangues fait partie de la contribution de la société civile à la coopération au développement. Il est de fondamental pour nous de développer des relations durables basées sur une confiance mutuelle,

confiance qui ne peut s'établir qu'en travaillant ensemble.

A l'issue de l'opération, l'évolution du projet pourra être suivie sur Internet et dans les journaux locaux.

QUESTIONS FREQUENTES SUR L'OPERATION

Depuis quand existe-t-elle?

La première action de mangues a été réalisée dans la ville de Böblingen en 1989, et le projet a débuté avec 5000 mangues. Le transport a été organisé par des bénévoles. A l'époque, les mangues étaient peu connues en Allemagne.

Comment s'est poursuivie l'expansion?

Des visiteurs à Böblingen d'autres communes proches et plus éloignées se sont chargés de revendre les mangues, ce qui a permis rapidement d'accroître le nombre de mangues commandées.

Quelles sont les quantités échangées?

En Allemagne, on est passé de 5000 au début à 50.000 en 1998, la quantité a été abaissée 40.000 mangues pour des raisons de logistique. Mais une quantité plus grande pourrait être vendue tellement elles sont appréciées.

D'où viennent les mangues?

Les mangues du projet français viennent de petits villages dans la province de Sikasso. Elles poussent dans des jardins familiaux et sont réunies dans une société qui est spécialisée dans l'exportation de fruits et légumes, puis transportées à l'aéroport de Bamako.

Quand se fera l'action?

Fin avril selon notre partenaire au Mali. Les fruits seront alors mûrs et disponibles en grande quantité dans leur pays d'origine.

Quel est le prix d'achat des mangues?

Le prix d'achat des mangues est de 0,44 euros par fruit. S'y ajoutent ensuite le transport par avion, les taxes et frais à la douane, le transport en camion, la préparation du projet côté français. Le fruit coûte alors environ 0,89 euros.

Echange mangues contre écoles...

Quel est le prix de revente ici? Comment était le début?

Le prix de revente des mangues ici est le même qu'en Allemagne en 2000 avec le Burkina Faso, soit 2 euros par pièce ou de préférence 20 euros par carton de 10 mangues. Aujourd'hui, les Allemands ont des fruits un peu plus grands et vendent les cartons à 23 euros.

Qu'est-ce qui différencie l'action des mangues d'autres importations au niveau douanier?

La marchandise peut être importée sans taxes douanières si la revente sert à des projets humanitaires.



Qui s'occupe du transport et à quelles conditions?

Le transport au Mali est compris dans le prix d'achat des mangues. Ce sont nos partenaires maliens qui s'en occupent. De Bamako à Paris, il s'agit d'un vol Air France. Le transfert dans le camion à Paris se fait à l'aide de bénévoles et un transporteur se charge de l'acheminement des mangues jusqu'à Strasbourg.

Remarque finale

Ce projet d'origine burkinabé-allemand nous a renforcés dans la volonté de le transférer à d'autres villes et d'autres régions du globe.

Dans notre tentative de poser des symboles d'humanité dans un monde en détresse et une société qui a un cruel besoin de solidarité, nous comptons sur la bonne volonté d'un grand nombre de citoyennes et citoyens pour ce

projet commun. Il nous faut des femmes et des hommes compétents et désireux de nous venir en aide.

ICEA ET SES ACTIVITES PASSES

Participation aux Journées Africaines de Heidelberg en 1999.

Participation au Forum « Un Seul Monde » au niveau « politique de développement » de l'Agenda 21 de Mannheim en 2000.

Visite d'une ferme familiale en Alsace pour deux boursiers de Côte d'Ivoire et du Tchad. Beaucoup d'informations très intéressantes de première main. Un délicieux repas digne de l'authentique hospitalité alsacienne pour clore la belle journée.

Encadrement extra-professionnel de boursiers du gouvernement allemand (entre autres informatique, Internet, dactylographie française, « Comment écrire une lettre allemande? », « Quel type d'entrepreneur suis-je ? », etc.).

Organisation en 2001 de l'exposition des œuvres de Granete Ngirandi, une artiste-peintre du Zimbabwe, lors de l'inauguration d'une nouvelle ligne de tramway à Strasbourg.

Rencontre à Bruxelles d'un éditeur du Burkina Faso afin de traduire les œuvres de son auteur principal en allemand dans le cadre de ALBA NIGRA – Editions & Traductions.

En 2002, un voyage a été effectué au Burkina Faso, afin d'étudier sur place les possibilités de coopération dans le domaine de la littérature et de la culture.

Grâce à un partenaire à Berlin, nous avons pu faire parvenir un crédit sans intérêt de 1.500 euros au Sénégal afin que la construction de la maison où séjournera l'association ICEA Sénégal puisse être terminée rapidement.

Envoi en septembre 2004 de deux cartons de livres avec le conteneur en partance d'Illkirch-Graffenstaden pour le district de Gamadji-Sarré. D'autres livres sont en attente.

Echange mangues contre écoles...

Elaboration de produits test faits à la main d'après modèle au Burkina Faso. Il s'agit d'un petit chat en bronze léchant sa patte, d'un petit moineau ainsi que d'une nappe blanche brodée de symboles et d'animaux en fil noir.

Création d'une bibliothèque de livres africains et sur l'Afrique. Un détail des livres disponibles peut être envoyé à toute personne intéressée. Pour l'instant, les livres sont principalement en langue allemande. Cette bibliothèque a été créée dans le but de réveiller auprès du lecteur l'envie de s'intéresser de façon plus approfondie à ce continent mystérieux et merveilleux qu'est l'Afrique, car seuls ceux qui le connaissent vraiment savent qu'il a plus à offrir que misère et détresse comme l'Europe a plus à offrir que chômage et peur de l'avenir.

Depuis son existence, ICEA travaille sur des projets binationaux qu'elle développe et approfondie en fonction des partenaires qu'elle rencontre.

| | |
|----------------------|---------------------------|
| Contact | Tel./Fax : 03 88 78 12 16 |
| Sonia J. FATH | icea-67@iddicea.net |
| Association ICEA | www.iddicea.net |
| 36 rue de la Chênaie | |
| 67201 Eckbolsheim | |